

BULLETIN DES LOIS.

N.° 282.

(535 1) *LOI sur l'Organisation de l'Ordre judiciaire et l'Administration de la Justice.*

Du 20 Avril 1810.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et les constitutions, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN, &c. &c. &c., à tous présens et à venir, SALUT.

LE CORPS LÉGISLATIF a rendu, le 20 avril 1810, le décret suivant, conformément à la proposition faite au nom de l'Empereur et Roi, et après avoir entendu les orateurs du Conseil d'état et le président de la commission de législation civile et criminelle.

DÉCRET.

CHAPITRE PREMIER.

Des Cours impériales.

ART. 1.^{er} Les cours d'appel prendront le titre de *cours impériales*; les présidens et autres membres de ces cours prendront le titre de *conseillers de sa Majesté* dans lesdites cours.

Gesetzregister.

N.° 282.

(N.° 5351.) Gesetz über die Einrichtung der Justizordnung und Justizpflege.

Vom 20sten April 1810.

Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen, Kaiser der Franken, König von Italien, Schutzherr des rheinischen Bundes, u. u. u. allen Gegenwärtig- und Zukünftigen, Gruß.

Das gesetzgebende Corps hat, den 20sten April 1810, dem im Namen des Kaisers und Königs gemachten Vorschlage gemäß, und nach Anhörung der Redner des Staatsraths und des Präsidenten der Commission der Civil- und Criminalgesetzgebung, folgendes Gesetz erlassen.

Decret.

Erstes Kapitel.

Von den kaiserlichen Gerichtshöfen.

Erster Artikel. Die Appellationshöfe sollen den Titel Kaiserlicher Höfe annehmen; die Präsidenten und andern Mitglieder dieser Höfe sollen den Titel von Räten seiner Majestät führen.

Bull. N.° 282.

A 2

2. Les cours impériales connaîtront des matières civiles et des matières criminelles, conformément aux codes et aux lois de l'Empire.

3. Les cours impériales siégeront dans les mêmes villes où les cours d'appel ont été établies; elles comprendront dans leur ressort les mêmes départemens.

Les cours de justice criminelle sont supprimées: elles continueront néanmoins leur service jusqu'au moment de l'installation des cours impériales.

4. Le nombre des juges des cours impériales ne pourra excéder à Paris soixante, et dans les autres cours quarante: il ne pourra être, à Paris, au-dessous de quarante, et dans les autres cours, de vingt.

5. La division des cours impériales en chambres ou sections, et l'ordre du service, seront fixés par des réglemens d'administration publique.

Si l'Empereur juge convenable de créer des sections nouvelles ou d'en supprimer dans les cours impériales, il y sera également pourvu par des réglemens d'administration publique, sans toutefois déroger à ce qui est prescrit par l'article 4 ci-dessus.

6. Les fonctions du ministère public seront exercées, à la cour impériale, par un procureur général impérial.

Il aura des substituts pour le service des audiences à la cour impériale, pour son parquet, pour le service des cours d'assises et des cours spéciales, et pour les tribunaux de première instance.

Les substituts créés pour le service des audiences des cours impériales, portent le titre d'*avocats généraux*.

Ceux qui font le service aux cours d'assises et aux cours spéciales, portent le titre de *procureurs impériaux criminels*.

Ceux établis près des tribunaux de première instance portent le titre de *procureurs impériaux*.

(5)

1. Die kaiserlichen Höfe sollen von den Civil- und Criminalsachen, den Gesetzbüchern und Gesetzen des Reichs gemäß, Wissenschaft nehmen.

2. Die kaiserlichen Höfe sollen in den nemlichen Städten wo die Appellationshöfe errichtet sind, ihren Sitz haben; sie begreifen auch in ihrem Bann die nemlichen Departemente.

Die peinlichen Justizhöfe sind aufgehoben; doch sollen sie ihren Dienst fortsetzen bis zur Installation der kaiserlichen Höfe.

3. Die Zahl der Richter von den kaiserlichen Höfen darf nicht sechzig und in den andern Höfen nicht vierzig übersteigen: zu Paris soll sie nicht unter vierzig, und in den übrigen Höfen nicht unter zwanzig seyn können.

4. Die Eintheilung der kaiserlichen Höfe in Kammern oder Sectionen, und die Dienstordnung, sind durch Verordnungen öffentlicher Verwaltung zu bestimmen.

Hält der Kaiser für ersprießlich neue Sectionen in den kaiserlichen Höfen anzulegen oder welche aufzuheben, so geschieht solches ebenfalls durch Verordnungen der Staatsverwaltung, ohne daß jedoch der Vorschrift obigen 4ten Artikels dadurch Abbruch gethan würde.

5. Das Amt der öffentlichen Behörde wird bey dem kaiserlichen Hof durch einen kaiserlichen Hauptprocurator geübt.

Er hat Substituten für den Dienst der Audienzen bey dem kaiserlichen Hof, für sein Parquet, für den Dienst der Assisenhöfe und Specialhöfe, und für die Gerichtsstühle erster Instanz.

Die für den Dienst der Audienzen der kaiserlichen Höfe eingesetzten Substituten, führen den Titel von Generaladvocaten.

Die welche den Dienst bey den Assisenhöfen und Specialhöfen versehen, führen den Titel kaiserlicher Criminalprocuratoren.

Die welche bey den Gerichten erster Instanz angestellt sind, führen den Titel von kaiserlichen Procuratoren.

(6)

Lés substituts créés pour le service du parquet, ou pour résider auprès des cours d'assises ou spéciales, sont répartis par le procureur général, les uns pour faire auprès de lui le service du parquet, les autres pour résider, en qualité de procureurs impériaux criminels, dans les lieux où doivent siéger les cours d'assises ou spéciales; et cependant le procureur général pourra changer, s'il le trouve convenable, la destination qu'il aura donnée à chacun d'eux.

Dans les cas d'absence ou empêchement des avocats généraux, les substituts de service au parquet pourront porter la parole aux audiences de la cour impériale.

7. La justice est rendue souverainement par les cours impériales; leurs arrêts, quand ils sont revêtus des formes prescrites à peine de nullité, ne peuvent être cassés que pour une contravention expresse à la loi.

Les arrêts qui ne sont pas rendus par le nombre de juges prescrit, ou qui ont été rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause, ou qui n'ont pas été rendus publiquement, ou qui ne contiennent pas les motifs, sont déclarés nuls.

La connaissance du fond est toujours renvoyée à une autre cour impériale.

8. Toutes les chambres de la cour impériale se réuniront en la chambre du conseil, le premier mercredi d'après la rentrée. Le procureur général, ou un avocat général en son nom, prononcera un discours sur la manière dont la justice aura été rendue dans l'étendue du ressort pendant la précédente année; il remarquera les abus qui auraient pu se glisser dans l'administration en cette partie; il fera les réquisitions qu'il jugera convenables, d'après les dispositions des lois. La cour sera tenue de délibérer sur ces réquisitions; et le procureur général enverra au grand-juge copie de son discours et des arrêts qui seront intervenus.

(7)

Die Substituten für den Parquet-Dienst oder bey den Assisen- oder Specialhöfen, werden vom Generalprocurator ausgetheilt, die einen um bey ihm den Dienst des Parquets zu versehen, die andern um als kaiserliche Criminalprocuratoren an den Orten zu residiren wo die Assisen- der Specialhöfe sitzen müssen; und jedoch kan der Hauptprocurator nach seinem Dafürhalten die Bestimmung die er jedem von ihnen gegeben hat, verändern.

Im Fall einer Abwesenheit oder Verhinderung der Generaladvocaten, können die Substituten vom Parquetdienst in den Audienzen des kaiserlichen Hofes das Wort führen.

7. Das Recht wird oberhöheitlich von den kaiserlichen Höfen gesprochen; ihre Urtheilsschlüsse, wenn sie mit den Formen bekleidet sind die bey Strafe der Nichtigkeit vorgeschrieben worden, können nur allein wegen einer ausdrücklichen Uebertretung des Gesetzes umgestossen werden.

Die Urtheilsschlüsse die nicht durch die vorgeschriebene Richterzahl erlassen worden, oder die von Richtern ergangen welche nicht allen Audienzen des Processes bewohnt, oder die nicht öffentlich erlassen worden, oder welche nicht die Gründe angeben, sind als nichtig erklärt.

Die Erkenntnis über den Hauptstreitpunct wird an einen andern kaiserlichen Hof verwiesen.

8. Alle Kammern des kaiserlichen Hofes versammeln sich in der Rathskammer, den ersten Mittwoch nach dem Wiedereintritt. Der Hauptprocurator, oder ein Hauptadvocat in seinem Namen, hält eine Rede über die Art auf welche während dem vorigen Jahr im Umfang des Bezirks das Recht gesprochen worden; er bemerkt die Mißbräuche die sich etwa in die Gerichtspflege eingeschlichen; er thut jedes ersprieslich geachtete Ansuchen im Sinn der gesetzlichen Verfügungen. Der Hof ist verpflichtet auf solche Ansuchen zu verathschlagen; und der Hauptprocurator sendet dem Großrichter eine Abschrift seiner Rede und der darauf ergangenen Urtheilsschlüsse.

9. Dans la même séance, ou dans une autre indiquée à cet effet dans la même semaine, la cour arrêtera, pour être adressée au grand-juge, une liste des juges de son ressort qui se seront distingués par leur exactitude et par une pratique constante de tous les devoirs de leur état; elle fera aussi connaître ceux des avocats qui se feront remarquer par leurs lumières, leurs talens, et sur-tout par la délicatesse et le désintéressement qui doivent caractériser cette profession.

10. Lorsque de grands officiers de la légion d'honneur, des généraux commandant une division ou un département, des archevêques, des évêques, des présidents de consistoire, des membres de la cour de cassation, de la cour des comptes et des cours impériales, et des préfets, seront prévenus de délits de police correctionnelle, les cours impériales en connaîtront de la manière prescrite par l'article 479 du Code d'instruction criminelle.

11. La cour impériale pourra, toutes les chambres assemblées, entendre les dénonciations qui lui seraient faites par un de ses membres, de crimes et de délits: elle pourra mander le procureur général pour lui enjoindre de poursuivre à raison de ces faits, ou pour entendre le compte que le procureur général lui rendra des poursuites qui seraient commencées.

CHAPITRE II.

Des Juges - Auditeurs.

12. Les juges-auditeurs près les cours d'appel, institués par décret du 16 mars 1808, prendront le titre de conseillers-auditeurs près les cours impériales; ils conserveront les attributions et droits qui leur sont acquis.

Lorsqu'ils auront atteint l'âge de vingt-sept ans, ils auront voix délibérative dans toutes les affaires.

9. In der nemlichen Sitzung, oder in einer andern die zu dem Ende in der nemlichen Woche angezeigt worden, schließt der Hof zur Uebersendung an den Grosrichter eine Liste der Richter seines Bezirks ab die sich durch ihre Pünctlichkeit und beständige Uebung aller Pflichten ihres Standes ausgezeichnet haben; sie soll auch diejenigen Advocaten bekannt machen die durch ihre Einsichten, Talente, und vornemlich durch das zarte Ehrgefühl und die Uneigennützigkeit die dieses Gewerbe empfehlen müssen, hervorleuchten.

10. Wann Großofficiere der Ehrenlegion, Generale die den Befehl einer Division oder eines Departements haben, Erzbischöffe, Präsidanten von Consistorien, Mitglieder des Cassationshofes, des Rechnungshofes, der kaiserlichen Höfe, und Präfecten, eines Justizpolizvergehens beschuldigt sind, so erkennen darüber die kaiserlichen Höfe auf die Weise die der Coder der Criminaluntersuchung Artikel 479 vorschreibt.

11. Der kaiserliche Hof, in Versammlung aller Kammern, kan jede von einem seiner Mitglieder an ihn gemachte Anzeige von Vergehen und Verbrechen anhören, den Generalprocurator befragen, und ihm auferlegen dieser Thatfachen wegen zu belangen, oder den Bericht desselben über die etwa schon vorgenommenen Belangungen anhören.

Kapitel II.

Von den Richtern - Auditoren.

12. Die Richter-Auditoren bey den Appellationshöfen, die das Decret vom 16ten März 1808 eingesetzt, sollen den Titel von Rätthen-Auditoren bey den kaiserlichen Höfen annehmen; sie behalten die Zuständnisse und Rechte die ihnen bereits beygelegt sind.

Wann sie das Alter von sieben und zwanzig Jahren erreicht, haben sie berathschlagende Stimme in allen Prozeffen.

(10)

13. Il sera en outre établi des juges-auditeurs qui seront à la disposition du grand-juge ministre de la justice, à l'effet d'être envoyés par lui pour remplir, lorsqu'ils auront l'âge requis pour avoir voix délibérative, les fonctions de juges dans les tribunaux composés de trois juges seulement. Ils ne pourront pas être envoyés dans les tribunaux composés d'un plus grand nombre de juges.

Ceux de ces auditeurs qui, n'ayant pas l'âge requis, seraient envoyés dans les tribunaux, auront voix consultative. Ils pourront aussi être nommés rapporteurs des délibérés, lorsqu'ils auront assisté à toutes les audiences de la cause : ils auront, dans ce cas, voix délibérative.

14. Nul ne sera nommé aux fonctions de conseiller-auditeur près une cour impériale, s'il n'a exercé pendant deux ans celles de juge-auditeur dans un tribunal.

15. Le mode de nomination des conseillers-auditeurs et des juges-auditeurs, celui de leur service dans les cours et tribunaux, celui de leur avancement, leur costume, leur rang aux audiences et cérémonies publiques, leur traitement et l'époque où ils en jouiront, et généralement tout ce qui étant relatif à l'institution n'aurait pas été réglé par la présente loi, le sera par des réglemens d'administration publique.

CHAPITRE III.

Des Cours d'assises.

16. Le premier président de la cour impériale nommera, pour chaque tenue de cours d'assises, un membre de ladite cour pour les présider. Il pourra les présider lui-même quand il le jugera convenable.

Le premier président de la cour nommera aussi les quatre conseillers qui devront assister le président aux assises dans les lieux où siège la cour impériale.

(11)

13. Es sollen nebst dem Richter-Auditoren niedergelegt werden, worüber der Großrichter Justizminister zu verfügen hat, indem er sie nemlich abschickt, wenn sie das zum Berathschlagungsrecht erforderliche Alter haben, um das Richteramt in den nur aus drei Richtern bestehenden Gerichtsstühlen zu versehen. In Gerichte welche aus einer größern Zahl Richter bestehen, dürfen sie nicht versandt werden.

Diejenigen Auditoren die, vor dem geforderten Alter, in die Gerichte abgeschickt werden, haben Consultirstimme. Sie können auch zu Rapportstellern der Berathschlagungen ernannt werden, wenn sie allen Audienzen des Handels beygewohnt haben; solchenfalls haben sie rathsgiltige Stimme.

14. Niemand wird zum Amt eines Raths-Auditors bey einem kaiserlichen Hof ernannt, sofern er nicht zwey Jahre lang als Richter-Auditor in einem Tribunal gestanden.

15. Die Weise die Raths-Auditoren und Richter-Auditoren zu ernennen, die Weise ihrer Beförderung, ihr Amtskleid, ihr Rang bey den Audienzen und öffentlichen Cäremonien, ihr Gehalt, und der Zeitpunkt wo sie desselben theilhaft werden, und überhaupt alles was in Bezug auf ihre Einsetzung nicht durch gegenwärtiges Gesetz angeordnet worden, soll durch Verordnungen öffentlicher Verwaltung zu bestimmen seyn.

Kapitel III.

Von den Assisenhöfen.

16. Der erste Präsident des kaiserlichen Hofes soll, für jede Haltung von Assisenhöfen, ein Mitglied besagten Hofes ernennen, um den Vorsitz darin zu nehmen. Er kan, sofern er es für dienlich erachtet, selbst dabey präsidiren.

Der erste Präsident des Hofes hat auch die vier Rätthe zu ernennen die dem Präsidenten der Assisen zum Beystand dienen müssen.

Bull. N.° 282.

A 6

(12)

Il nommera pareillement les conseillers de la cour qui devront, avec le président, tenir les assises dans les départemens, lorsque la cour jugera convenable d'en envoyer.

Le grand-juge pourra néanmoins, dans tous les cas, nommer les présidens et les conseillers de la cour qui devront tenir les assises.

L'époque de ces nominations sera déterminée par des réglemens d'administration publique.

17. Les cours d'assises connaîtront des affaires qui leur sont attribuées par le Code d'instruction criminelle; elles se conformeront, pour l'instruction et le jugement, aux dispositions de ce code et à celles du Code pénal.

Leurs arrêts ne peuvent être annulés que dans les cas prévus par l'article 7.

Elles tiendront habituellement dans le lieu où siègent actuellement les cours criminelles.

18. La connaissance des faits emportant peine afflictive ou infamante dont seront accusées les personnes mentionnées en l'article 10, est aussi attribuée à la cour d'assises du lieu où réside la cour impériale.

La disposition du présent article, et celle de l'article 10, ne sont pas applicables aux crimes ou délits qui seraient de la compétence de la haute-cour, d'après les dispositions du sénatus-consulte du 28 floréal an XII.

19. Les assises se tiendront, dans chaque département, de manière à n'avoir lieu dans le ressort de la même cour impériale que les unes après les autres, et de mois en mois, à moins qu'il n'y ait plus de trois départemens dans le ressort, ou que le besoin du service n'exige qu'il en soit tenu plus souvent.

Le même membre pourra être délégué pour présider successivement, si faire se peut, plusieurs cours d'assises.

20. Le premier président de la cour impériale désignera

(13)

Er nennt gleichfalls die Räte des Hofes die mit dem Präsidenten die Assisen in den Departementen halten müssen, wann der Hof für gut achter deren abzuschicken.

Doch kan jedenfalls der Großrichter die Präsidenten und Räte des Hofes ernennen welche die Assisen halten müssen.

Die Zeit dieser Ernennungen wird durch Verordnungen der Staatsverwaltung bestimmt.

17. Die Assisenhöfe erkennen über die Handel die ihnen das Gesetzbuch peinlicher Untersuchung belegt; sie haben sich, bey Instruction und Urtheil, nach den Verfügungen dieses Codex und nach denen des Strafgesetzbuchs zu richten.

Ihre Urtheilsschlüsse können nicht anders als in den Artikel 7 bedeuteten Fällen zernichtet werden.

Sie sind gewöhnlich an dem Orte zu halten wo dermalen die Criminalhöfe sitzen.

18. Die Kenntnis der an Leib oder Ehre zu bestrafenden Thaten, deren die Artikel 10 gemeldten Personen angeklagt sind, ist auch dem Assisenhofe des Orts wo der kaiserliche Hof residirt, beygelegt.

Die Verfügung gegenwärtigen Artikels, und die des 10ten, gelten nicht für die Vergehen oder Verbrechen die nach den Verfügungen des Senatus-Consults vom 28ten Floreal Jahr XIII in der Competenz des Hochgerichtshofes stehen.

19. Die Assisen werden, in jedem Departement, also gehalten, daß sie im Vann des nemlichen Hofes nur nacheinander, vort Monat zu Monat, Statt finden, es sey denn, daß nicht mehr als drey Departemente im Vann wären, oder das Bedürfnis des Dienstes eine öftere Haltung derselben nöthig machte.

Das nemliche Mitglied kan abgeordnet werden um, wenn es thunlich ist, einen Assisenhof nach dem andern zu präsidiren.

20. Der erste Präsident des kaiserlichen Hofes bezeichnet den in

(14)

Le jour où devra s'ouvrir la séance de la cour d'assises, quand elle tiendra dans le lieu où elle siège habituellement.

21. Lorsque la cour d'assises devra tenir sa séance dans un lieu autre que celui où elle siège habituellement, l'époque de l'ouverture et le lieu seront déterminés, par arrêt rendu, toutes les chambres assemblées, et le procureur général entendu.

22. L'ordonnance portant fixation du jour de l'ouverture de la séance de la cour d'assises, ou l'arrêt qui indiquera le lieu et le jour de cette ouverture, sera publié par affiches et par la lecture qui en sera faite dans tous les tribunaux de première instance du ressort, huit jours au moins avant l'ouverture.

CHAPITRE IV.

Des Cours spéciales.

23. Les cours spéciales ordinaires connaîtront des crimes commis par les vagabonds, et autres crimes spécifiés dans les articles 553 et 554 du Code d'instruction criminelle, en se conformant à l'article 555 du même code.

Il pourra, en outre, être établi des cours spéciales extraordinaires pour remplir les fonctions qui seront ci-après déterminées.

§. I.^{er}

Des Cours spéciales ordinaires.

24. L'Empereur nommera chaque année, pour faire le service dans chaque cour spéciale ordinaire, formée conformément à l'article 556 du Code d'instruction criminelle, six officiers de gendarmerie, dont trois sont désignés pour être suppléants.

Les dispositions des articles 20, 21 et 22, sont communes aux cours spéciales ordinaires.

(15)

Tag wo die Sitzung des Assisenhofs eröffnet werden soll, wann derselbe an dem Orte hält wo er gewöhnlich seinen Sitz hat.

21. Wann der Assisenhof seine Sitzung an einem andern Orte als wo er gewöhnlich sitzt, halten muß, so ist die Eröffnung und der Ort zu bestimmen durch einen Schluß der in der Versammlung aller Kammern nach Anhörung des Generalprocurators, erlassen worden.

22. Die Ordonnanz welche den Tag festsetzt wo der Assisenhof seine Sitzung eröffnet, oder der Schluß welcher Ort und Tag dieser Eröffnung anzeigt, wird kundgemacht durch Anschlagzettel und durch Verlesung in allen Tribunalien erster Instanz vom Gerichtsbau, acht Tage wenigstens vor der Eröffnung.

Kapitel IV.

Von den Specialhöfen.

23. Die gewöhnlichen Specialhöfe haben zu erkennen über die von Herumstreichern verübten und sonst andern im Codex der Criminaluntersuchung Artikel 553 und 554 bedeuteten Verbrechen, indem sie dem Artikel 555 desselben Gesetzbuchs gemäß verfahren.

Es können überdis auch außerordentliche Specialhöfe aufgerichtet werden, um hiernach bestimmte Amtsverrichtungen zu haben.

§. I.

Von den gewöhnlichen Specialhöfen.

24. Der Kaiser wird jedes Jahr, um den Dienst zu versehen in jedem gewöhnlichen Specialhof, dem Gesetzbuch der Criminaluntersuchung Artikel 556 gemäß zusammengesetzt, sechs Gendarm-officiere ernennen, wovon drey als Suppleanten bezeichnet werden.

Die Verfügungen der Artikel 20, 21 und 22 sind auf die gewöhnlichen Specialhöfe auszudehnen.

A S

(16)

§. II.

Des Cours spéciales extraordinaires.

25. La cour spéciale extraordinaire sera établie dans la cour impériale ; elle sera composée de huit membres de cette cour, dont l'un sera désigné pour être le président.

Le président et les conseillers seront nommés par le premier président de la cour impériale : ils pourront être nommés par le grand-juge, ainsi qu'il est dit dans l'article 16 ci-dessus.

26. Si les circonstances exigent qu'il soit formé plusieurs sections dans une cour spéciale extraordinaire, il y sera pourvu par un règlement d'administration publique.

27. La cour spéciale extraordinaire remplacera la cour d'assises dans les départements dans lesquels le jury n'aura pas été établi ou sera suspendu.

28. Lorsque la multiplicité de certains crimes sur quelque point de l'Empire exigera des voies de répression plus actives, et qu'en conséquence sa Majesté jugera convenable d'y établir une cour spéciale extraordinaire, elle sera composée ainsi qu'il est dit ci-dessus article 25.

29. Les attributions, dans le cas de l'article précédent, seront faites par un règlement d'administration publique : elles ne pourront être faites que pour l'espace d'une année.

30. La cour spéciale extraordinaire se transportera, quand il lui sera ordonné par le grand-juge, dans l'étendue du ressort de la cour impériale, pour y connaître des affaires de sa compétence.

31. Les cours spéciales extraordinaires se conformeront, pour l'instruction et le jugement, aux dispositions du Code d'instruction criminelle concernant les cours spéciales ordinaires ; néanmoins leurs arrêts définitifs seront sujets au

(17)

§. II.

Von den ausserordentlichen Specialhöfen.

25. Der ausserordentliche Specialhof soll im kaiserlichen Hof errichtet werden; er soll aus acht Gliedern dieses Hofes bestehen, wovon einer als Präsident zu bezeichnen ist.

Der Präsident und die Räte werden vom ersten Präsidenten des kaiserlichen Hofes ernannt : sie können auch, wie hieroben Artikel 16 gemeldet ist, durch den Großrichter ernannt werden.

26. Erheischen die Umstände daß mehrere Sectionen in einem ausserordentlichen Specialhof gebildet werden, so soll durch eine Verordnung der Staatsverwaltung dazu Mittel zu treffen seyn.

27. Der ausserordentliche Specialhof ersetzt den Assisenhof in den Departementen worin der Jury nicht eingeführt worden oder außer Amt gesetzt ist.

28. Wann die Vielfältigkeit gewisser Vergehen auf einem Punkte des Reichs wirksamere Abhandlungsmittel begehrt, und folglich Seine Majestät für dienlich erachtet einen ausserordentlichen Specialhof zu errichten, so soll er obigem Artikel 25 gemäß angelegt werden.

29. Die Zuständnisse, im Fall vorstehenden Artikels, hat eine Verordnung öffentlicher Verwaltung zu bestimmen : sie sollen nur für die Zeit eines Jahres bestimmt werden können.

30. Der ausserordentliche Specialhof soll sich, auf den vom Großrichter an ihn ergangenen Befehl, in den Umfang der Gerichtsbarkeit des kaiserlichen Hofes begeben, um von den ihm zustehenden Prozessen Kenntnis nehmen.

31. Die ausserordentlichen Specialhöfe sollen sich, in Betreff der Einleitung und des Urtheils, an die Verfügungen des Codes der Criminaluntersuchung die ordentlichen Specialhöfe angehend, zu binden haben : gleichwohl sollen ihre Endurtheilsschlüsse der

(18)

recours en cassation, et en conséquence ils ne seront pas précédés d'un arrêt de compétence.

§. III.

De la Cour spéciale de Paris.

32. La cour spéciale de Paris sera composée ainsi qu'il est dit à l'article 25.

Le greffier de la cour spéciale sera nommé par l'Empereur.

Les dispositions de l'article 26 sont applicables à cette cour.

33. Indépendamment des attributions communes à toutes les cours spéciales ordinaires et extraordinaires, elle conservera, pendant cinq ans, toutes les attributions dont est actuellement investie la cour criminelle de la Seine, aux termes des lois et réglemens.

CHAPITRE V.

Des Tribunaux.

34. Les tribunaux de première instance continueront de connaître des matières civiles et de police, conformément aux codes et aux lois de l'Empire.

35. Le tribunal de première instance de Paris sera composé de trente-six juges et de douze suppléans.

36. Les tribunaux placés dans les villes les moins peuplées et où il y a le moins d'affaires, seront composés de trois juges, dont deux, autres que le président, pourront être juges-auditeurs, et de trois suppléans.

37. Le nombre des juges pourra être augmenté dans les autres villes, suivant les localités.

38. Le classement des tribunaux, leur division en sections et l'ordre de leur service, seront fixés par des réglemens d'administration publique.

(19)

Cassationsklage unterworfen seyn, und demnach kein Competenzspruch vorhergehen.

§ III.

Vom Specialhofe zu Paris.

32. Der Specialhof zu Paris wird zusammengesetzt wie Artikel 25 bedeutet ist.

Den Gerichtsschreiber vom kaiserlichen Hof ernennt der Kaiser. Die Verfügungen des Artikels 26 sind auf diesen Hof anwendbar.

33. Ausser den Zuständigkeiten die allen ordentlichen und außerordentlichen Specialhöfen gemein sind, behält er während fünf Jahren, alle die Zuständigkeiten womit laut der Gesetze und Verordnungen, der Criminalhof der Seine ausgerüstet ist.

Kapitel V.

Von den Gerichtsstühlen (Untergerichten.)

34. Die Gerichte erster Instanz sollen fernerhin, den Gesetzbüchern und Gesetzen des Reichs zufolge, über die Civil- und Polizeysachen erkennen.

35. Das Gericht erster Instanz von Paris besteht aus sechs und dreißig Richtern und zwölf Suppleanten.

36. Diejenigen Gerichtsstühle die in den wenigst bevölkerten Städten angelegt sind, und wo die wenigen Prozesse anhängig werden, sollen sie aus drei Richtern, wovon zwey, den Präsidenten ausgenommen, Richter-Auditoren seyn können, und dreien Suppleanten bestehen.

37. Die Zahl der Richter kan in den andern Städten, je nach den Localitäten, Zuwachs erhalten.

38. Die Classirung der Tribunale, ihre Eintheilung in Sectionen und die Ordnung ihres Dienstes, sollen durch Verordnungen öffentlicher Verwaltung festgesetzt werden.

(20)

39. Si les circonstances exigent qu'il soit formé des sections temporaires dans un tribunal de première instance, ces sections le seront par un règlement d'administration publique.

Elles pourront être composées de juges, de juges-auditeurs ou de suppléants.

40. Les juges ne pourront rendre aucun jugement, s'ils ne sont au nombre de trois au moins : sur l'appel en matière correctionnelle, ils seront au nombre de cinq.

Les appels des jugemens rendus en police correctionnelle seront portés au tribunal du lieu où siègent habituellement les cours d'assises.

41. Les suppléants pourront assister à toutes les audiences : ils auront voix consultative ; et, en cas de partage, le plus ancien dans l'ordre de réception aura voix délibérative.

42. Les directeurs du jury et les magistrats de sûreté sont supprimés : leurs fonctions seront remplies, conformément au Code d'instruction criminelle, par des juges d'instruction, et par le procureur impérial ou son substitut.

43. Les fonctions du ministère public seront exercées, dans chaque tribunal de première instance, par un substitut du procureur général, qui a le titre de *procureur impérial*, et par des substituts du procureur impérial dans les lieux où il sera nécessaire d'en établir ; sans que le nombre puisse s'élever au-dessus de cinq, excepté à Paris, où le procureur impérial aura douze substituts.

44. Les juges de paix continueront de rendre la justice dans les matières dont la connaissance leur est attribuée, et dans les formes prescrites par les codes et les lois de l'Empire.

Les juges de police simple se conformeront aux dispositions du Code d'instruction criminelle, sur leur compétence et sur l'instruction des affaires qui leur sont attribuées.

(21)

39. Erheischen die Umstände daß man zeitliche Sectionen in einem Gericht erster Instanz bilde, so sollen dieselben durch eine Verordnung öffentlicher Verwaltung eingerichtet werden.

Sie können aus Richtern, Richter-Auditoren oder Suppleanten bestehen.

40. Die Richter dürfen keinen Bescheid erlassen, sie seyen den wenigstens drey an der Zahl : auf Appell in Zuchtsachen, müssen sie fünf seyn.

Die Appellation von Zuchtpolizensprüchen wird vor den Gerichtsstuhl des Orts gebracht wo gewöhnlich die Assisenhöfe sitzen.

41. Die Suppleanten sollen allen Audienzen beywohnen : sie haben Consultativstimm ; und im Fall einer Theilung hat der älteste nach der Aufnahme-Ordnung, ratszgiltige Stimme.

42. Die Directoren des Jury und die Sicherheitsbeamten sind unterdrückt : ihre Amtsverrichtungen sind, dem Coder der Criminaluntersuchung gemäß, dem Instructionsrichter und dem kaiserlichen Procurator oder seinem Substituten übertragen.

43. Das Amt der Staatsbehörde versteht, in jedem Gericht erster Instanz, ein Substitut des Generalprocurators, der den Titel eines kaiserlichen Procurators führt ; es steht den Substituten des kaiserlichen Procurators zu, an den Orten wo welche niederzusetzen nöthig seyn wird ; doch darf sich ihre Anzahl nicht über fünf erstrecken, ausgenommen zu Paris wo der kaiserliche Procurator zwölf Substituten haben soll.

44. Die Friedensrichter fahren fort Recht zu sprechen in den Streitsachen wovon ihnen die Kenntnis beygelegt ist, und zwar in den Formen die durch die Gesetzbücher und Gesetze des Reichs vorgeschrieben sind.

Die Richter des reinen Polizeywesens haben sich an die Verfügungen des Coder der Criminaluntersuchung, ihre Competenz und die Einleitung der ihnen zugewiesenen Streitsachen betreffend, zu halten.

(22)

Il n'est rien innové en ce qui concerne les tribunaux de commerce.

CHAPITRE VI.

Du Ministère public.

45. Les procureurs généraux exerceront l'action de la justice criminelle dans toute l'étendue de leur ressort : ils veilleront au maintien de l'ordre dans tous les tribunaux ; ils auront la surveillance de tous les officiers de police judiciaire et officiers ministériels du ressort.

46. En matière civile, le ministère public agit d'office dans les cas spécifiés par la loi.

Il surveille l'exécution des lois, des arrêts et des jugemens ; il poursuit d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public.

47. Les substituts du procureur général exercent la même action dans les mêmes cas, d'après les mêmes règles, sous la surveillance et la direction du procureur général.

En cas d'absence ou empêchement du procureur général, il est remplacé par le premier avocat général.

CHAPITRE VII.

De la Discipline.

48. Les juges et les officiers du ministère public qui s'absenteraient sans un congé délivré suivant les règles prescrites par la loi ou les réglemens, seront privés de leur traitement, pendant le temps de leur absence ; et si leur absence dure plus de six mois, ils pourront être considérés comme démissionnaires, et remplacés.

Néanmoins les juges et officiers du ministère public pourront, après un mois d'absence, être requis par le procureur

(23)

Es ist keine Aenderung getroffen in Rücksicht der Handelsgerichte.

Kapitel VI.

Von der öffentlichen Behörde.

45. Den Generalprocuratoren steht die Klage der peinlichen Justiz im ganzen Umfange ihres Banns zu : sie wachen ob der Handhabung der Ordnung in allen Gerichten ; sie haben die Aufsicht über sämtliche Justizpolizeybeamten und Ministerialbeamten des Banns.

46. Im Civilfache wirkt die Staatsbehörde von Amtswegen in den durch das Gesetz bedeuerten Fällen.

Sie nimmt wahr die Vollziehung der Gesetze, Urtheilsschlüsse und Bescheide ; sie verfolgt von Amtswegen diese Vollziehung in allen Verfügungen die die öffentliche Ordnung angehen.

47. Die Substituten des kaiserlichen Procurators üben die nemliche Wirkung in den nemlichen Fällen, den nemlichen Regeln zufolge, unter Aufsicht und Leitung des Generalprocurators.

Im Fall einer Abwesenheit oder Verhinderung des Generalprocurators, wird derselbe durch den ersten Generaladvocaten ersetzt.

Kapitel VII.

Von der Zuchtordnung.

48. Die Richter und Beamten der öffentlichen Behörde, welche sich von ihrem Posten entfernen ohne einen Urlaub der nach den Regeln welche Gesetz und Verordnungen vorschreiben, erteilt worden, sind für die Zeit ihres Wegbleibens ihrer Besoldung verlustig ; und dauert ihre Abwesenheit länger als sechs Monate, so können sie als Abheischende angesehen, und in ihrer Stelle ersetzt werden.

Doch können, nach einem Monat Abwesenheit, die Richter und Beamten der Staatsbehörde durch den Generalprocurator

(24)

général de se rendre à leur poste; et faute par eux d'y revenir dans le mois, il en sera fait rapport au grand-juge, qui pourra proposer à l'Empereur de les remplacer comme démissionnaires.

49. Les présidens des cours impériales et des tribunaux de première instance avertiront d'office, ou sur la réquisition du ministère public, tout juge qui compromettra la dignité de son caractère.

50. Si l'avertissement reste sans effet, le juge sera soumis, par forme de discipline, à l'une des peines suivantes; savoir:

La censure simple;

La censure avec réprimande;

La suspension provisoire.

La censure avec réprimande emportera de droit privation de traitement pendant un mois; la suspension provisoire emportera privation de traitement pendant sa durée.

51. Les décisions prises par les tribunaux de première instance seront transmises, avant de recevoir leur exécution, aux procureurs généraux, par les procureurs impériaux, et soumises aux cours impériales.

52. L'application des peines déterminées par l'article 50 ci-dessus, sera faite en chambre du conseil par les tribunaux de première instance, s'il s'agit d'un juge de ces tribunaux, ou d'un membre de justice de paix, ou d'un juge de police de leur arrondissement.

Lorsqu'il s'agira d'un membre des cours impériales ou d'assises ou spéciales, l'application sera faite par les cours impériales en la chambre du conseil.

53. La disposition de l'article précédent est applicable à tous les membres des cours d'assises et spéciales, qui auront encouru l'une des peines portées en l'article 50, même à ceux qui, n'ayant exercé qu'en qualité de suppléants, auront,

(25)

aufgefordert werden, auf ihren Posten zurückzukehren; und sofern sie ermangeln binnen Monatsfrist zurückzukommen, soll dem Großrichter davon Bericht erstattet werden, der alsdann sie als Abheischende zu ersetzen dem Kaiser vorschlagen kan.

49. Die Präsidenten der kaiserlichen Höfe und der Gerichte erster Instanz warnen von Amtswegen, oder auf das Gebot der Staatsbehörde, jeden Richter welcher die Würde seines Charactere außer acht läßt.

50. Bleibt die Warnung wirklos, so ergeht über den Richter nachmässig eine der folgenden Strafen; nemlich:

Die einfache Censur;

Die Censur mit scharfem Verweis;

Die einstweilige Entsetzung.

Die Censur mit Verweis zieht von rechtswegen Verraubung des Gehalts auf einen Monat nach sich; die einstweilige Amtsentsetzung zieht Verraubung des Gehalts während ihrer Dauer nach sich.

51. Die von den Gerichten erster Instanz gefaßten Entscheidungen werden, bevor sie ihre Vollziehung erhalten, den Generalprocuratoren von den kaiserlichen Procuratoren übermacht, und den kaiserlichen Höfen vor Augen gelegt.

52. Die Anwendung der Artikel 50 hieroben angefügten Strafen, wird in der Rathskammer durch die Gerichte erster Instanz, wenn von einem Richter dieser Gerichtshöfe oder einem Glied des Friedensrichters oder einem Polizeyrichter ihres Bezirks die Rede, vorgenommen.

Ist die Frage von einem Mitglied der Kaiserlichen-, der Assisen- oder Specialhöfe, so wird die Strafe von den kaiserlichen Höfen in der Rathskammer ausgesprochen.

53. Die Verfügung des vorstehenden Artikels ist anwendbar auf sämtliche Glieder der Assisen- und Specialhöfe welche eine von den Artikel 50 angefügten Strafen verurtheilt haben, auch auf diejenigen die, nur als Supplanten dienend, in Ausübung ihres

(26)

dans l'exercice de cette suppléance, manqué aux devoirs de leur état.

54. Les cours impériales exerceront les droits de discipline attribués aux tribunaux de première instance, lorsque ceux-ci auront négligé de les exercer.

Les cours impériales pourront, dans ce cas, donner à ces tribunaux un avertissement d'être plus exacts à l'avenir.

55. Aucune décision ne pourra être prise que le juge inculpé n'ait été entendu ou dûment appelé, et que le procureur impérial ou le procureur général n'ait donné ses conclusions par écrit.

56. Dans tous les cas, il sera rendu compte au grand-juge ministre de la justice, par les procureurs généraux, de la décision prise par les cours impériales : quand elles auront prononcé ou confirmé la censure avec réprimande, ou la suspension provisoire, la décision ne sera mise à exécution qu'après avoir été approuvée par le grand-juge. Néanmoins, en cas de suspension provisoire, le juge sera tenu de s'abstenir de ses fonctions jusqu'à ce que le grand-juge ait prononcé; sans préjudice du droit que l'article 82 du sénatus-consulte du 16 thermidor an X donne au grand-juge, de déférer le juge inculpé à la cour de cassation, si la gravité des faits l'exige.

57. Le grand-juge ministre de la justice pourra, quand il le jugera convenable, mander auprès de sa personne les membres des cours et tribunaux, à l'effet de s'expliquer sur les faits qui pourraient leur être imputés.

58. Tout juge qui se trouvera sous les liens d'un mandat d'arrêt, de dépôt, d'une ordonnance de prise de corps ou d'une condamnation correctionnelle, même pendant l'appel, sera suspendu provisoirement de ses fonctions.

59. Tout jugement de condamnation rendu contre un juge, à une peine même de simple police, sera transmis au

(27)

Suppléantenamtes, gegen die Pflichten ihres Standes gefehlt haben.

54. Die kaiserlichen Höfe üben die Disciplinsrechte welche den Gerichten erster Instanz zuerkannt sind, wann diese unterlassen haben solche auszuüben.

Die kaiserlichen Höfe können, in demselben Fall, diesen Gerichten eine Ermahnung daß sie künftig aufmerktsamer seyen, übersenden.

55. Keine Entscheidung wird gefaßt, der angeschuldigte Richter wäre den abgehört oder gehörig gerufen worden, und der kaiserliche Procurator oder Generalprocurator hätte seine schriftlichen Anträge eingegeben.

56. Jedenfalls wird dem Großrichter Justizminister durch die Generalprocuratoren von der Entscheidung der kaiserlichen Höfe Bericht abgestattet : wann sie die Censur mit Verweis, oder die einstweilige Entsetzung erkannt oder bestätigt haben, soll die Entscheidung erst nachdem sie vom Großrichter genehmiget worden, in Vollziehung gesetzt werden. Doch hat sich, im Falle einstweiliger Entsetzung, der Richter seiner Amtsverrichtungen zu enthalten, bis der Großrichter ausgesprochen, unbeschadet des Rechts den der Artikel 82 des Senatus-Consults vom 16ten Thermidor Jahr X dem Großrichter giebt, den angeschuldigten Richter dem Cassationshofe zu überantworten, wenn es die Schwere des Vergehens erheischt.

57. Der Großrichter Justizminister kan, nach seinem Gutbefinden, die Mitglieder der Höfe und Gerichte vor sich fordern, um sie über Thatfachen die man ihnen etwa aufgebürdet, sich verantworten zu lassen.

58. Jeder Richter der sich unter dem Band eines Arrest- oder Verwahrbefehls, einer Haftordnung oder Zuchterurtheilung befindet, selbst während dem Appell, soll einstweilig seines Amtes entsetzt werden.

59. Jede gegen einen Richter ergangene Verurtheilung zu einer auch blos polizeymäßigen Strafe, wird dem Großrichter Justiz-

(28)

grand-juge ministre de la justice, qui, après en avoir fait l'examen, dénoncera à la cour de cassation, s'il y a lieu, le magistrat condamné; et, sous la présidence du ministre, ledit magistrat pourra être déchu ou suspendu de ses fonctions, suivant la gravité des faits.

60. Les officiers du ministère public dont la conduite est répréhensible, seront rappelés à leur devoir par le procureur général du ressort; il en sera rendu compte au grand-juge, qui, suivant la gravité des circonstances, leur fera faire par le procureur général les injonctions qu'il jugera nécessaires, ou les mandera près de lui.

61. Les cours impériales, d'assises ou spéciales, sont tenues d'instruire le grand-juge ministre de la justice, toutes les fois que les officiers du ministère public exerçant leurs fonctions près de ces cours s'écarteront du devoir de leur état, et qu'ils en compromettent l'honneur, la délicatesse et la dignité.

Les tribunaux de première instance instruiront le premier président et le procureur général de la cour impériale, des reproches qu'ils se croiront en droit de faire aux officiers du ministère public exerçant dans l'étendue de l'arrondissement, soit auprès de ces tribunaux, soit auprès des tribunaux de police.

62. Les greffiers seront avertis ou réprimandés par les présidents de leurs cours et tribunaux respectifs; et ils seront dénoncés, s'il y a lieu, au grand-juge ministre de la justice.

CHAPITRE VIII.

Dispositions générales.

63. Les parens et alliés, jusqu'au degré d'oncle et neveu inclusivement, ne pourront être simultanément membres d'un même tribunal ou d'une même cour, soit comme juges, soit comme officiers d'un ministère public, ou même

(29)

ministre. übersandt, der, nachdem er sie untersucht, die verurtheilte Magistratsperson gehörigenfalls dem Cassationshofe anzeigt; und unter dem Vorsitz des Ministers kan dieselbe ihres Amtes verlustig oder auf eine gewisse Zeit entsetzt werden, je nach der Schwere des Vergehens.

60. Die Beamten der Staatsbehörde deren Aufführung tadelhaft ist, sollen durch den Generalprocurator des Banns zu ihrer Schuldigkeit zurückgerufen werden; es wird dem Grosrichter Bericht davon erstattet, und dieser, je nach Erheblichkeit der Umstände, läßt ihnen durch den Generalprocurator die nöthig erachteten Einschärfungen zukommen, oder sie vor sich fordern.

61. Die kaiserlichen Höfe, Assisen- oder Specialhöfe sind verbunden, den Grosrichter Justizminister zu benachrichtigen, so oft die Beamten der öffentlichen Behörde die ihr Amt bey diesen Höfen versehen, von der Pflicht ihres Standes sich entfernen, und die Ehre, Bescheidenheit und Würde desselben ausser acht lassen.

Die Gerichte erster Instanz sollen den ersten Präsidenten und den Generalprocuratoren des kaiserlichen Hofes von allen Vorwürfen unterrichten die sie den Beamten der Staatsbehörde im Umfang des Bezirke, entweder bey diesen Gerichten oder bey den Polizeygerichten stehend, zu machen sich berechtigt glauben.

62. Die Gerichtschreiber erhalten von den Präsidenten ihrer respectiven Höfe oder Gerichtsstühle Ermahnung oder Verweis; und erheischendenfalls werden sie dem Grosrichter Justizminister angezeigt.

Kapitel VIII.

Allgemeine Verfügungen.

63. Blutsfreunde und Verwandte, bis zum Grade von Oheim und Nefte, können nicht mit einander in einem nemlichen Gericht oder nemlichen Hof, weder als Richter noch als Beamte der Staatsbehörde, oder auch nur als Gerichtschreiber, ohne

(30)

comme greffiers, sans une dispense de l'Empereur. Il ne sera accordé aucune dispense pour les tribunaux composés de moins de huit juges.

En cas d'alliance survenue depuis la nomination, celui qui l'a contractée ne pourra continuer ses fonctions sans obtenir une dispense de sa Majesté.

64. Nul ne pourra être juge ou suppléant d'un tribunal de première instance, ou procureur impérial, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis, s'il n'est licencié en droit, et s'il n'a suivi le barreau pendant deux ans, après avoir prêté serment à la cour impériale, ou s'il ne se trouve dans un cas d'exception prévu par la loi.

Nul ne pourra être président, s'il n'a vingt-sept ans accomplis.

Les substituts des procureurs impériaux pourront être nommés lorsqu'ils auront atteint leur vingt-deuxième année, et s'ils réunissent les autres conditions requises.

65. Nul ne pourra être juge ou greffier dans une cour impériale, s'il n'a vingt-sept ans accomplis, et s'il ne réunit les conditions exigées par l'article précédent.

Nul ne pourra être président ou procureur général, s'il n'a trente ans accomplis.

Les substituts du procureur général pourront être nommés lorsqu'ils auront atteint leur vingt-cinquième année.

66. Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires du Corps législatif. Paris, le 20 Avril 1810. Signé le comte DE MONTESQUIOU, président; DEBOSQUE, PUYMAURIN, PLASSCHAERT, GRELLET, secrétaires.

MANDONS et ordonnons que les présentes, revêtues des sceaux de l'État, insérées au Bulletin

(31)

eine Dispens des Kaisers, angestellt seyn. Für die Gerichte die aus minder als acht Richtern bestehen, wird keine Dispens erteilt.

Im Fall einer Befreundung nachdem man ernannt worden, kan der welcher sie eingegangen, nicht ohne von seiner Majestät eine Dispens zu erlangen, sein Amt fortführen.

64. Keiner darf Richter, oder Suppleant eines Gerichts erster Instanz, oder Generalprocurator seyn, er habe denn fünf und zwanzig volle Jahre, sey Rechtslicenciat, und habe während zwey Jahren advocirt, nachdem er dem kaiserlichen Hof seinen Eid abgelegt, oder befinde sich in einer vom Gesetz bedeuerten Ausnahme.

Keiner kan Präsident seyn, er habe denn sieben und zwanzig Jahre voll.

Die Substituten der kaiserlichen Procuratoren können ernannt werden wenn sie ihr zwey und zwanzigstes Jahr erreicht haben, und sonst alle erforderlichen Bedingnisse in sich vereinigen.

65. Keiner darf Richter oder Schreiber bey einem kaiserlichen Hof seyn, wenn er nicht volle sieben und zwanzig Jahre zurückgelegt, und die im vorstehenden Artikel gefoderten Eigenschaften hat.

Keiner darf Präsident oder Generalprocurator seyn, wenn er nicht dreyßig Jahre zurückgelegt,

Die Substituten des Generalprocurators können ernannt werden, wenn sie ihr fünf und zwanzigstes Jahr erreicht haben,

66. Alle Verfügungen die gegenwärtigem Gesetz entgegen, sind aufgehoben.

Verglichen mit der Urschrift, von uns dem Präsidenten und Secretären des gesetzgebenden Corps. Paris, den 20sten April 1810. Unterschrieben Graf von Montesquieu, Präsident; Debosque, Puymaurin, Plasschaert, Grellet Secretäre.

Gebieten und befehlen, daß Gegenwärtiges mit dem Staats - Insiegel bekleidet, ins Gesetz - Bulletin ein-

(32)

des lois, soient adressées aux Cours, aux Tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les observent et les fassent observer; et notre Grand-Juge Ministre de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Donné en notre palais impérial de Lacken, le 30 Avril de l'an 1810.

Signé NAPOLÉON.

Vu par nous Archichancelier de l'Empire,

Signé CAMBACÉRÉS.

Le Grand-Juge Ministre de la justice,

Signé DUC DE MASSA.

Par l'Empereur;

Le Ministre Secrétaire d'état,

Signé H. B. DUC DE BASSANO.



Certifié conforme par nous
Grand-Juge Ministre de la justice:
LE DUC DE MASSA.

À PARIS, DE L'IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

(33)

gerückt, allen Gerichtshöfen, Tribunälen und Verwaltungs-Körpern zugeschickt werde, damit sie es in ihre Register eintragen, beobachten, und beobachten lassen; und unser Gros-Richter Minister der Rechtspflege beauftragt auf desselben Verkündigung acht zu haben.

Gegeben in unserm kaiserlichen Pallast von Lacken, den 30sten Aprill des Jahrs 1810.

Unterscrieben N a p o l e o n.

Gesehen von uns Erzkanzler des Reichs,

Unterzeichnet Cambaceres.

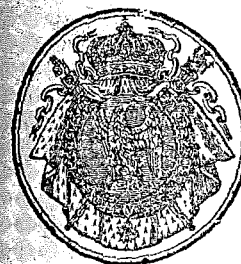
Der Grosrichter Justiz-Minister,

Untersch. Herzog von Massa.

Auf Befehl des Kaisers:

Der Minister Staats-Secretär,

Untersch. H. B. Herzog von Bassano;



Gleichlautend bescheinigt von uns
Grosrichter Justizminister:
Herzog von Massa.

Zu Paris, in der kaiserlichen Druckerey.